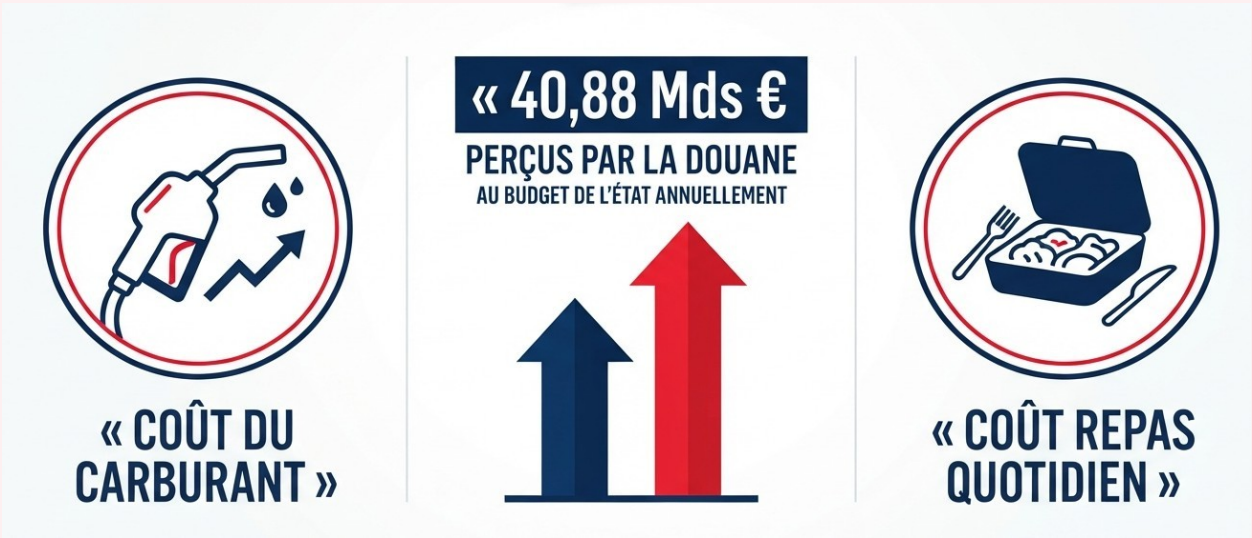
CARBURANT ET POUVOIR D'ACHAT : LES OUTRE-MER SACRIFIÉS !

La double peine, ça suffit !

16 novembre 2026



En Hexagone, on découvre les manifestations contre la vie chère. En Guadeloupe et dans les territoires ultramarins, nous la subissons au quotidien. Ici, la vie chère est alimentée par les marges arrière des grands importateurs-distributeurs, sur le dos des consommateurs. La crise actuelle ne fait qu'accentuer ces injustices, y compris au sein de notre administration.

Position de l'UNSA

Aujourd'hui, l'UNSA entend les inquiétudes de l'ensemble des collègues ne pouvant pas télétravailler.

Et leurs inquiétudes sont fondées, car le poids des dépenses dues au carburant vient aggraver la dégradation de notre pouvoir d'achat.

L'UNSA attend donc des réponses concrètes et immédiates de la part de l'Administration à l'égard de nos collègues car beaucoup se trouvent déjà en difficulté financière même s'ils ne le disent pas.

Télétravail et restauration : la double peine pour les agents de terrain

Les prix du carburant flambent. Pourtant, avec une desserte des transports en commun peu adaptée à l'activité des services, les agents n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur véhicule personnel pour se rendre au travail. Cette situation fait peser **une lourde augmentation des dépenses de mobilité sur le budget tous les foyers.** Cette réalité appelle **une prise en compte salariale immédiate de cette nouvelle donne.**

L'UNSA acte le développement du télétravail pour certains agents de la branche AG/CO. C'est un début, mais **demeure insuffisant et inégalitaire.**

Pour **tous les agents dont les missions exigent une présence physique** – surveillance et bureaux –, la réponse est simple : rien. Ils **subissent de plein fouet la flambée des prix du carburant pour venir travailler.**

Pire encore : alors qu'un repas à emporter coûte désormais 15 € en moyenne, notre carte Swile n'est créditée que de **108 € par mois**. Sur une base de **20 jours ouvrés**, le calcul est vite fait : manger **coûte 300 € par mois**. Le **reste à charge pour l'agent est de 192 €** de sa poche ! **Manger à l'extérieur est devenu un luxe invisible pour l'administration. Ces personnels de terrain sont les grands oubliés.**

La reconnaissance : le seul levier d'institutions stables

Partout où la corruption menace, la première des préventions reste la juste rémunération des agents publics. Si les cas restent marginaux chez nous, **l'UNSA veillera à ce que cela le reste.** Pour des institutions efficaces, il faut **reconnaître ses chevilles ouvrières par une rémunération indexée sur l'inflation réelle et de vraies perspectives de carrière.**

Bloquer les carrières pour faire des économies : un calcul à courte vue

Pour les catégories B et C, l'avancement est devenu un parcours du combattant. Les examens professionnels ne sont plus qualitatifs, mais quantitatifs : **des filtres budgétaires pour limiter la masse salariale.**

Pourtant, l'emploi public n'est pas responsable du déficit ! **À eux seuls, les douanières et les douaniers rapportent 40,88 milliards d'euros au budget de l'État.**

Ces mêmes fonctionnaires paient leurs impôts sur des biens ou services qu'ils ne peuvent plus consommer, faute de pouvoir d'achat. **Augmenter les salaires est un cercle vertueux pour toute l'économie.**

L'UNSA DOUANES GUADELOUPE EXIGE

- **Le passage du titre-restaurant à 15 € par jour de présence, pour couvrir le coût réel des repas et supprimer ce reste à charge inadmissible.**
- **Une compensation indemnitaire d'urgence pour tous les agents exclus du télétravail (frais de carburant).**
- **L'ouverture immédiate de négociations salariales pour compenser le décrochage lié à l'inflation en outre-mer.**

UNSA Douanes Guadeloupe — La force utile